

Communiqué

Le 15 novembre 2018

**Philippe Laurent : « L'Association des maires de France est un acteur politique majeur du pays, en aucun cas un acteur partisan »**

Réagissant à des propos tenus par certains membres du gouvernement, Philippe Laurent, maire de Sceaux et secrétaire général de l'Association des maires de France (AMF), rappelle avec force que *« l'AMF est en effet un acteur politique majeur dans notre pays. Mais ce n'est en aucun cas un acteur partisan »*. Alors même que d'aucuns évoquent des tentatives par les dirigeants de l'AMF de « manipulation » des maires et des élus, Philippe Laurent regrette profondément l'utilisation de ces termes, qui ne correspondent aucunement à la réalité et mettent de l'huile sur le feu, *« ce qui n'est jamais souhaitable en matière de gouvernance publique dans une démocratie adulte »*.

*« L'Association des maires de France ne se situe pas dans un rapport de majorité-opposition, ou de soutien ou de défiance vis-à-vis du pouvoir central, rappelle Philippe Laurent. Elle poursuit deux objectifs majeurs : promouvoir la gestion publique locale et défendre les intérêts des communes de France et de leurs habitants, dans le cadre des principes républicains dont elle estime que les maires sont les porteurs »*.

Ainsi, l'AMF n'entend pas se situer uniquement dans une forme de face-à-face avec le gouvernement. Au contraire, elle s'adresse à l'ensemble des citoyens (grâce notamment à la campagne d'information et de communication en cours de lancement) d'une part, et constitue l'organisation représentative de l'ensemble des communes et intercommunalités de France dans les négociations à conduire en permanence, dans pratiquement tous les domaines des politiques publiques, avec le pouvoir législatif et avec le pouvoir exécutif national, d'autre part. *« De ce point de vue, l'AMF a une présence institutionnelle, et qui est naturellement totalement opposée d'une conception partisane, ce dont chacun, dans le rôle qu'il tient dans nos institutions républicaines, doit prendre conscience »*, précise Philippe Laurent.

*« Faute d'une juste appréciation de la situation, le risque majeur est qu'il n'y ait pas une mobilisation commune, cohérente et suffisante dans des politiques publiques permettant le redressement du pays, estime Philippe Laurent. On ne réussira pas la France sans les communes. Il revient à tous ceux qui portent la République de s'en convaincre, et nous sommes naturellement prêts à les y aider. »*

Contact : [contact.philippe.laurent@gmail.com](mailto:contact.philippe.laurent@gmail.com)